



Le Conseil Régional de Martinique, conscient de l'enjeu des nouvelles technologies dans le développement de la Martinique, met en œuvre une politique de développement du haut débit sur son territoire.

C'est dans ce sens que la collectivité régionale a mandaté un cabinet d'experts en 2004, pour réaliser une étude du schéma directeur du haut débit en Martinique.

Cette étude a conclu que la Martinique souffre d'une situation à la fois peu concurrentielle et peu compétitive en matière d'accès aux technologies de l'information et en particulier de haut débit, sa position insulaire accentuant son «enclavement numérique».

Les explications sont les suivantes :

- Le coût élevé de la bande passante sortie du territoire,
- L'absence de réseau alternatif sur le territoire.

Le Conseil Régional de Martinique a donc décidé en 2005 de lancer une procédure de Délégation de Service Publique, afin de réaliser un réseau haut débit sur son territoire.

En parallèle, des travaux sont menés pour déterminer la meilleure solution, afin de faire diminuer le coût de la bande passante en sortie de la Martinique.

L'étude, réalisée par l'Autorité de Régulation des Communications et des Electroniques et des Postes (ARCEP), conclut que *«France Télécom dispose d'une influence significative sur les marchés de gros du circuit interurbain et inter-territorial»*.

La liste des obligations qu'elle envisage d'imposer à France Télécom, met donc en lumière les difficultés rencontrées pour l'établissement d'une réelle concurrence en matière de haut débit en Martinique.

Cette analyse des marchés rejoint la volonté exprimée par le Conseil Régional de Martinique de permettre l'accès aux technologies de l'information pour tous et à un prix abordable.

Néanmoins, quelques compléments doivent être apportés à cette analyse :

Eviter les tarifs d'éviction de la concurrence

D'une manière générale, il apparaît essentiel qu'un contrôle des prix soit appliqué, afin d'empêcher la mise en place de tarifs d'éviction de la concurrence naissante sur le territoire martiniquais.

En effet, des tarifs excessivement bas pourraient remettre en cause les volontés d'éventuels investisseurs privés et ainsi empêcher l'établissement d'une concurrence entre opérateurs.

La collectivité régionale souhaite donc que toutes les dispositions soient prises, afin de garantir aux potentiels opérateurs que France Télécom ne puisse appliquer des tarifs d'éviction.

Permettre l'accès aux stations d'atterrissage des câbles sous-marins

L'ARCEP indique également que *«France Télécom est membre du consortium et possède un monopole d'entrée dans les stations d'atterrissage (partie terrestre) et sur les «compléments terrestres» en Martinique.»*

Dans nos démarches et nos réflexions, nous avons déjà identifié cette situation comme un frein au développement d'une concurrence sur notre territoire.

C'est pourquoi, le Conseil Régional de Martinique souhaite que tous les opérateurs, sans distinction, actuels ou futurs, opérants sur son territoire, favorisent l'accès à ces stations d'atterrissage, par exemple, par des prestations de co-localisation. Ce dispositif devra permettre à terme l'installation d'une vraie concurrence sur les compléments terrestres des liaisons louées.

Permettre la sécurisation des liaisons louées

Dans son analyse, l'ARCEP note la nécessité pour les opérateurs de disposer d'une sécurisation des liaisons à cause des risques importants de coupure des câbles.

Il apparaît donc primordial que tous les opérateurs, disposant d'infrastructures difficiles à répliquer, aient obligation de donner droit aux demandes raisonnables de sécurisation dans des conditions tarifaires transparentes et non discriminatoires.

Le Conseil Régional de Martinique souhaite que l'ARCEP prenne en compte ces remarques ainsi formulées.

 
Président du Conseil Régional
de Martinique
Alfred MARIE-JEANNE